












CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Prestations de maintenance verte sur le territoire de
la Direction Territoriale de Strasbourg**

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
Direction Territoriale de Strasbourg
4 quai de Paris
CS-30 367
67010 STRASBOURG CEDEX

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Prestations de maintenance verte sur le territoire de la Direction Territoriale de Strasbourg
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	39
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1	- Dispositions générales du contrat	5
1.1	- Objet du contrat	5
1.2	- Décomposition du contrat	5
1.3	- Type d'accord-cadre	6
1.4	- Conditions d'attribution des bons de commande	7
2	- Pièces contractuelles	7
3	- Intervenants	7
3.1	- Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés	7
3.2	- Déontologie	8
4	- Durée et délais d'exécution	9
4.1	- Durée du contrat	9
5	- Prix	9
5.1	- Caractéristiques des prix pratiqués	9
5.2	- Modalités de variation des prix	9
6	- Garanties Financières	10
7	- Avance	10
7.1	- Conditions de versement et de remboursement	10
7.2	- Garanties financières de l'avance	10
8	- Modalités de règlement des comptes	10
8.1	- Acomptes et paiements partiels définitifs	10
8.2	- Présentation des demandes de paiement	11
8.3	- Délai global de paiement	11
8.4	- Paiement des cotraitants	11
8.5	- Paiement des sous-traitants	12
9	- Conditions d'exécution des prestations	12
10	- Développement durable	14
11	- Clause sociale	14
11.1	- Périmètre de l'action à réaliser	14
11.2	- Publics éligibles	14
11.4	- Accompagnement de la mise en œuvre de la clause sociale	15
11.5	- Le contrôle et évaluation de l'action d'insertion	15
11.6	- Difficultés d'exécution	16
11	- Constatation de l'exécution des prestations	16
11.1	- Vérifications	16
11.2	- Décision après vérification	16
12	- Droit de propriété industrielle et intellectuelle et autres mesures	16
13	- Pénalités	16
13.1	- Pénalités de retard	16
13.2	- Pénalité pour travail dissimulé	17
13.3	- Autres pénalités spécifiques	17
14	- Assurances	17
15	- Clause de réexamen	17
16	- Résiliation du contrat	18
16.1	- Conditions de résiliation de l'accord-cadre	18
16.2	- Redressement ou liquidation judiciaire	18
17	- Règlement des litiges et langues	19
18	- Dérogations	19

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Prestations de maintenance verte sur le territoire de la Direction Territoriale de Strasbourg

Ce marché a pour objet de couvrir les prestations de maintenance verte de plusieurs types:

- Fauchage
- Débroussaillage
- Entretien courant
- Abattage
- Elagage
- Etc.

Ainsi que le transport, le traitement, la valorisation relatifs à ces prestations.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Les différents lieux d'exécution sont mentionnés dans le dossier "Documents complémentaires" – "Atlas cartographique".

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 39 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
1	Abattage et Elagage Niffer
2	Abattage et Elagage Lauterbourg Gamsheim
3	Abattage et Elagage Gondrexange / Mittersheim
4	Abattage et Elagage Lutzelbourg
5	Abattage et Elagage Hochfelden
6	Abattage et Elagage Etangs réservoirs Lorrains
7	Abattage et Elagage Sarreguemines Sarralbe
8	Abattage et Elagage Wacken
9	Abattage et Elagage Krafft Rhin
10	Abattage et Elagage Krafft CRRBN
11	Abattage et Elagage Neuf-Brisach
12	Abattage et Elagage Dannemarie Valdieu
13	Abattage et Elagage Bavilliers
14	Fauchage et débroussaillage Niffer

15	Fauchage et débroussaillage Lauterbourg Gambsheim
----	---

Lot(s)	Désignation
16	Fauchage et débroussaillage Gondrexange / Mittersheim
17	Fauchage et débroussaillage Lutzelbourg
18	Fauchage et débroussaillage Hochfelden
19	Fauchage et débroussaillage Etangs réservoirs Lorrains
20	Fauchage et débroussaillage Sarreguemines Sarralbe
21	Fauchage et débroussaillage Wacken
22	Fauchage et débroussaillage Krafft Rhin
23	Fauchage et débroussaillage Krafft CRRBN
24	Fauchage et débroussaillage Neuf-Brisach
25	Fauchage et débroussaillage Dannemarie Valdieu
26	Fauchage et débroussaillage Bavilliers
27	Prestations courantes Niffer
28	Prestations courantes Lauterbourg Gambsheim
29	Prestations courantes Gondrexange / Mittersheim
30	Prestations courantes Lutzelbourg
31	Prestations courantes Hochfelden
32	Prestations courantes Etangs réservoirs Lorrains
33	Prestations courantes Sarreguemines Sarralbe
34	Prestations courantes Krafft Rhin
35	Prestations courantes Krafft CRRBN
36	Prestations courantes Neuf-Brisach
37	Prestations courantes Dannemarie Valdieu
38	Prestations courantes Bavilliers
39	Prestations courantes Wacken

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- Les délais d'intervention
- Les lieux d'exécution des prestations
- le montant du bon de commande ;

La durée maximale d'exécution des bons de commande est de 3 mois.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

Un bon de commande émis peut être modifié par notification d'une modification au titulaire. En cas de modification du bon de commande par le pouvoir adjudicateur, la date de rendu des livrables pourra être reportée par le pouvoir adjudicateur.

Un bon de commande émis peut être annulé par notification d'une annulation au titulaire. Le titulaire sera uniquement rémunéré pour la part des prestations effectivement réalisées, sous réserve de produire les justificatifs correspondants.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et les documents complémentaires
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cadre de réponse de l'entreprise fourni dans son offre
- Les éventuels actes de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché

3 - Intervenants

3.1 - Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

3.1.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au représentant du pouvoir adjudicateur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail. La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au représentant du pouvoir adjudicateur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

3.1.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au représentant du pouvoir adjudicateur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le représentant du pouvoir adjudicateur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le représentant du pouvoir adjudicateur de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité de 50 € par jour jusqu'à la mise en place de cet affichage.

3.2 - Déontologie

Afin de préserver la déontologie du présent marché, le titulaire et le pouvoir adjudicateur veillent à faire cesser ou à prévenir les situations de conflit d'intérêts dans laquelle ils se trouvent ou pourraient se trouver. Au sens de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique,

« constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction ». Ceci s'applique notamment en cas de changement au sein des équipes projet dédiées au marché en cours d'exécution.

Lorsque l'existence d'un conflit d'intérêts a été établie en cours d'exécution, le pouvoir adjudicateur ou le titulaire veille à ce que la personne concernée(s) (possibilité de proposer une déclaration sur l'honneur de conflit d'intérêts précisant la nature du conflit) cesse toutes ses activités en rapport avec le marché.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

La durée du contrat débute de sa date de notification jusqu'au 31/08/2030 pour l'ensemble des lots.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont définis dans le BPU.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres, ou de la remise des offres finales (en cas de négociation) ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés au 1^{er} janvier de chaque année par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (EV4 (n-3) / EV4 (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

L'index de référence, publié au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est le suivant : EV4 - Index divers dans la construction - Travaux d'entretien d'espaces verts - Base 2010

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

Toutefois, si l'indice définitif n-3 n'est pas publié à la date de la révision, la révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 10,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Une avance obligatoire fixée à 10% sera versée lorsque le bon de commande est supérieur à 50 000€ HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois sauf si tu le titulaire y a renoncé dans l'acte d'engagement.

Ce taux est fixé à 10,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Le remboursement de l'avance pourra être remboursé intégralement par précompte sur la facture finale.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Chaque bon de commande fera l'objet d'un règlement définitif.

Les bons de commande feront l'objet de règlement en fonction de l'avancement des prestations. Toutefois, lorsque les prestations sont inférieures à 3 mois ou 1 mois pour les PME (selon l'article R2191-22 du Code de la commande publique), il pourra être procédé à un paiement unique à l'achèvement des prestations.

La demande de paiement interviendra sur simple présentation d'une facture.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779101362

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date définie dans le bon de commande ou à défaut d'indication, de la date de notification du bon de commande.

Adresse d'exécution :

Lots	Intitulé géographique du lot	Cours d'eau	Points kilométriques (valeurs approximatives)
1-14-27	Niffer	Canal de Huningue	Du PK 0.050 au PK 28.150
		Bief de Niffer	Du PK 0 au PK 15.500
		Rhin Canalisé (secteur vieux Rhin)	Du PK 168.450 au PK 227.000
13-26-38	Bavilliers	Canal Montbéliard – Haute-Saône	Du PK 4,2000 au PK 23,200
		Rigole de Belfort	Du PK 0,000 au PK 15,860
		Barrage du Rhin et rigole amont	Du PK 0 au PK 2,370
		Barrage de Champagny et rigole aval	Du PK 0 au PK 2,280
12-25-37	Dannemarie/Valdieu	Rigole de la Largue (de Friesen à Valdieu)	PK 0 au PK 14.400 de la rigole
		CRRBS	PK 0 au PK 35 (comprenant le grand Bief de partage) PK 176 à PK 185 (Territoire de Belfort)
11-24-36	Neuf-Brisach	Canal du Rhône au Rhin branche nord + rigole d'alimentation	PK 74 au PK 79
		Embranchement de Neuf-Brisach	PK 0 au PK 6
		Canal de Colmar+ Lauch canalisée	PK 0 au PK 13
2-15-28	Lauterbourg/Gambsheim	Rhin canalisé	PK 295.500 au PK 352.070
10-23-35	Krafft CRRBN	Canal du Rhône au Rhin Branche Nord	PK 100 au PK 134

		Canal du Rhône au Rhin Branche Nord	PK 0 au PK 4
9-22-34	Krafft Rhin	Rhin canalisé	PK 227 au PK 295 Iles du Rohrschollen ; Gerstheim, Rhinau et Marckolsheim Polder d'Erstein
8-21-39	Wacken	III Canalisée	PK 0 au PK 4
		Canal de la Marne au Rhin	PK 311 au PK 313
		Aar	PK 2.500 au PK 3
		Canal des faux remparts	PK 0 au PK 1.765
3-16-29	Gondrexange/ Mittersheim	Canal de la Marne au Rhin	PK 223.100 (amont de l'écluse de Réchicourt) au PK 247.040 (pont du port du vieux moulin à Niderviller)
		Canal de la Sarre	De la jonction du CMR PK 0 (bief de partage) au PK 27.066 (écluse 16 Altwiller)
4-17-30	Lutzelbourg	Canal de la Marne au Rhin	Du PK 247.040 (pont du port du vieux moulin à Niderviller) au PK 273.730 (pont en tête aval de l'écluse n°36 à Steinbourg)
5-18-31	Hochfelden	Canal de la Marne au Rhin	Du PK 273.730 (pont en tête aval de l'écluse n°36 à Steinbourg) au PK 310.750 (30m en aval de l'écluse n°51)
6-19-32	Etangs réservoirs Lorrains : Stock Gondrexange	Canal de la Marne au Rhin	Périphéries des étangs de Gondrexange et du Stock dans la limite des francs-bords
7-20-33	Sarreguemines	Canal de la Sarre	Du PK 27.066 (écluse 16 Altwiller) au PK 75.400 (frontière allemande)

Dispositions relatives aux échanges

Tous documents relatifs à l'exécution technique, financière ou administrative du marché pourront être transmis et notifiés par le biais d'échanges électroniques sur le profil acheteur ou par transmission de courriers électroniques. Le titulaire doit en accuser expressément réception :

- dans un délai de 24h00 lorsque le document transmis fait courir un délai en jours ou en mois,
- dans un délai de 2h00 lorsque le document transmis fait courir un délai en heures.

La date et, le cas échéant, l'heure de réception sont considérées comme celles de la notification. Toutefois et par dérogation à l'article 3.1.2 si le titulaire n'a pas accusé réception dans les délais susmentionnés, le titulaire est réputé avoir reçu notification du document :

- 25h00 après la date d'envoi figurant dans le courrier électronique ou sur le profil acheteur lorsque le document transmis fait courir un délai en jours ou en mois,
- dans un délai de 3h00 lorsque le document transmis fait courir un délai en heures.

Clause de non-exclusivité

Pour des besoins occasionnels de faible montant de même nature que ceux propres à chaque lot, le pouvoir

adjudicateur se réserve la possibilité de s'adresser à un prestataire autre que le ou les titulaires de l'accord-cadre, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas la somme de 40 000 Euros HT/annuel (tous lots confondus).

Il peut notamment s'agir de prestations ponctuelles spécialisées ou des prestations d'ampleur extraordinaire nécessitant le recours à une entreprise spécialisée ou encore de prestations d'éco- pâturage.

10 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

L'ensemble des lots comportent des critères d'attribution à caractère environnemental à hauteur de 10%. De plus, dans le CCTP est rappelé les obligations du « zéro phyto » c'est-à-dire l'interdiction d'utiliser des produits phytosanitaires ainsi que l'obligation d'utiliser des huiles BIO.

Il est rappelé aux entreprises que les dispositions indiquées dans leur cadre de réponse technique, notamment concernant les dispositions environnementales devront être respectées dans le cadre de l'exécution du marché.

11 - Clause sociale

Dans le cadre des objectifs de développement durable et notamment d'insertion sociale et professionnelle, le pouvoir adjudicateur a décidé d'appliquer les dispositions de l'article L2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges une condition d'exécution relative à l'insertion professionnelle des publics en difficulté.

Le présent article déroge aux dispositions relatives à la clause sociale de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales.

11.1 – Périmètre de l'action à réaliser

Le titulaire devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles

Dans ce cadre, le titulaire s'engage à réaliser le volume d'heures d'insertion porté à l'acte d'engagement, selon les modalités suivantes :

$$\text{Heures d'insertion à réaliser} = \frac{\text{Volume d'insertion} \times \text{montant HT facturés}}{10\,000}$$

Exemple :

Si l'acte d'engagement prévoit la réalisation de 4 h d'insertion / tranche de 10.000 €HT et que le de montant cumulé facturations s'établit à 190 000€HT :

$$\frac{4 \times 190.000}{10\,000} = 76 \text{ arrondis à la dizaine, soit } 80 \text{ heures d'insertion à réaliser}$$

11.2 – Publics éligibles

Le dispositif d'insertion vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi durable de personnes qui rencontrent des difficultés d'insertion professionnelle et qui se trouvent notamment dans l'une des situations suivantes.

Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

Jeunes de moins de 26 ans sortis du système scolaire sans qualification

Jeunes diplômés de moins de 26 ans justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire

Demandeurs d'emploi de plus de 50 ans éloignés de l'emploi

Demandeurs d'emploi de longue durée sans activité ou en activité partielle
Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi
Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés
Bénéficiaires des dispositifs et prestations de solidarité (RSA, AAH, ASI, ASS, etc.)

Personnes recrutées et accompagnées dans le cadre d'un dispositif d'insertion :
Personnes prises en charge dans le secteur du travail protégé et adapté (EA, ESAT)
Personnes prises en charge dans une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE, régies de quartier ou de territoire agréée)
Bénéficiaires d'un autre dispositif d'insertion (GEIQ, Epide, E2C, etc.)

L'éligibilité des publics doit être établie par le facilitateur désigné préalablement à la mise en œuvre de la clause sociale et à la réalisation des heures d'insertion.

11.3 - Modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs fixés, en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

Embauche directe par l'entreprise titulaire du marché (CDI, CDD, contrats en alternance)

Recours à un organisme de mise à disposition de salariés (AI, ETTI, GEIQ, ETT)

Recours à la co-traitance ou à la sous-traitance avec une structure d'insertion par l'activité économique, du secteur adapté ou secteur protégé

L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Les heures effectuées par les personnes en insertion sont comptabilisées durant l'exécution du marché, à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de deux ans.

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale, le titulaire peut solliciter auprès du facilitateur désigné la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion.

11.4 – Accompagnement de la mise en œuvre de la clause sociale

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire bénéficie de l'accompagnement d'un facilitateur de territoire, désigné ci-après :

Lot	14 - 24 - 25	16 - 17 - 20 - 29	15 – 18 – 22 – 23 -28
Facilitateur	MEF 68 Maison du Territoire 9 avenue Konrad Adenauer 68390 SAUSHEIM : Manon ASFELD 07 50 75 43 33 clauses@mef68.eu	Maison de l'emploi du Sud Mosellan 11 Rue Erckmann Chatrian 57400 SARREBOURG : Jean DA SILVA 06 40 32 78 73 jean.dasilva@mdesudmo sellan.fr	Relais 2D / Relais Chantiers 21b avenue du Neuhof 67100 STRASBOURG : Yolène Heideyer 03 88 23 32 83 yheideyer@relais2d.eu

Dans le cadre du marché, les missions du facilitateur sont notamment les suivantes :

- Accompagner le titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence ...), proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause d'insertion
- Identifier les publics susceptibles de répondre au besoin du titulaire
- Organiser le suivi des publics

Le titulaire s'engage à faciliter l'intervention du facilitateur et désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion.

11.5 - Le contrôle et évaluation de l'action d'insertion

Le titulaire transmet au facilitateur tous renseignements utiles permettant le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause sociale.

Les renseignements utiles sont notamment les suivants : justificatif de l'éligibilité des personnes, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, attestation d'heures de travail. Ces renseignements doivent être transmis mensuellement au Relais 2D/Relais Chantiers.

A l'initiative du maître d'ouvrage, une réunion de mise au point de l'action d'insertion peut être organisée en présence du titulaire et du facilitateur. Durant toute la période d'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut organiser des réunions de suivi de la clause sociale.

Au terme du marché, une attestation de réalisation est produite par le facilitateur.

11.6 - Difficultés d'exécution

Le titulaire notifie au maître d'ouvrage et au Relais 2D toute difficulté pour assurer son engagement. Dans ce cas, le maître d'ouvrage et le facilitateur étudient avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

En cas de difficultés économiques (recours à l'activité partielle, licenciement économique, redressement judiciaire, etc.) le maître d'ouvrage peut, en concertation avec le facilitateur, suspendre ou supprimer tout ou partie de la clause sociale inscrite au présent marché.

Le titulaire est seul responsable de la bonne exécution de la clause sociale et de la bonne remontée d'information. En cas de recours à la sous-traitance, il appartient au titulaire du marché de prévoir dans le contrat de sous-traitance les stipulations qui permettront de responsabiliser son sous-traitant.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur ne prévient pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. Si ce dernier souhaite y assister, il en informe le pouvoir adjudicateur au moment de la remise des prestations.

Par dérogation à l'article 28.1, le délai imparti à l'acheteur pour procéder aux opérations de vérification et notifier sa décision est de quinze jours.

11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions suivantes :

En complément à l'article 30.1 du CCAG, pour matérialiser le service fait, chaque bon de commande sera complété par une mention : atteste le service fait + date du service fait + signature de l'agent.

12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle et autres mesures

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

Mesures d'exclusion à l'appréciation du pouvoir adjudicateur :

En application de l'article R.2111-2 du code de la commande publique, afin que la concurrence ne soit pas faussée, le pouvoir adjudicateur respectera la règle suivante : tout candidat participant à la présente procédure de passation du marché et qui aurait eu accès à des informations ignorées par d'autres candidats ou soumissionnaires, en raison de sa participation préalable, directe ou indirecte, à la préparation de cette procédure, sera exclu de la procédure de passation lorsqu'il ne pourra être remédié à cette situation par d'autres moyens conformément aux dispositions du 2° de l'article L. 2141-8. L'offre sera jugée irrégulière irrégularisable et ne sera pas analysée.

13 - Pénalités

13.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 150,00 €.

Les pénalités s'appliquent sans mise en demeure préalable, ni invitation à présenter au préalable ses observations par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

13.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 2 000,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

13.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Absence visite préalable	Forfaitaire	100,00 €	L'entreprise qui ne se présente pas à une visite préalable organisée encourt une pénalité forfaitaire de 100€ sans mise en demeure préalable.
Non-respect d'une disposition prévue au CCTP	Forfaitaire	100,00 €	L'entreprise encourt, en cas de non-respect d'une clause du CCTP (clause environnementale, technique) une pénalité de l'ordre de 100€ après constatation par un agent de VNF, sans mise en demeure préalable.
Non-respect du nombre d'heures d'insertion prévu à l'acte d'engagement	Par heure	35€	En cas de non-respect du nombre d'heures d'insertion prévu au marché, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité égale à 35 euros par heure d'insertion non réalisée.
Retard supérieur à 30 jours dans la transmission des renseignements utiles permettant le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause sociale	Forfaitaire	300 €	En cas de retard de plus de 30 jours calendaires dans la transmission des renseignements utiles permettant le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause sociale, le titulaire encourt, après mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 300 euros.
Pénalité pour défaut de remise en état	Pro rata des travaux de remise en état	Double du montant des travaux restant à réaliser	En cas d'absence de remise en état, il sera facturé une pénalité égale au double du montant des travaux restant à réaliser estimé par VNF. En cas de montant inférieur à 1000€, celui-ci sera forfaitairement porté à cette somme.

14 - Assurances

Tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier qu'il est titulaire des contrats d'assurances dans les conditions suivantes :

Par dérogation à l'article 9 du CCAG - FCS, le titulaire du marché devra fournir, préalablement à la notification du marché, une attestation de responsabilité civile le couvrant pour les prestations objet du présent marché.

15 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

À compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

Une procédure de réexamen peut être initiée également notamment dans les cas suivants :

- En cas de modification du périmètre lié à un regroupement ou une modification du découpage géographique d'une circonscription de VNF,
- De l'ajout d'ouvrages, d'espaces verts ou d'arbres dans la zone géographique concernée,
- De la décision d'externalisation de prestations initialement réalisées en régie par VNF dans la zone concernée,
- D'un volume d'abattage, de taille ou de fauchage plus importants que prévu notamment liés à des événements climatiques exceptionnels, de présence de plantes invasives, ou de pathogènes dans le patrimoine arboré.

Si une des conditions ci-dessus est réunie et lorsque au moins 90 % du montant maximum HT d'un lot de l'accord-cadre a été atteint avant les 4 derniers mois de validité de l'accord-cadre, l'acheteur en informe le/les titulaires.

Dans un délai de 15 jours calendaires à compter de ce signalement, les parties échangent sur la possibilité de modifier à la hausse le montant maximum du lot de l'accord-cadre concerné dans la limite de 50% du montant maximum initial du lot concerné.

En cas d'accord entre les parties en vue d'augmenter le maximum de l'accord-cadre, l'acheteur transmet au/aux titulaire(s) un projet d'avenant pour signature.

Le maximum modifié du lot n'est applicable qu'après notification par l'acheteur de l'avenant signé au(x) titulaire(s).

Il peut être réalisé autant d'avenants que nécessaires dans la limite des 50% du montant initial du lot concerné.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur le titulaire ne percevra aucune indemnité.

Par ailleurs, la décision de résilier l'accord-cadre peut être prise par la directrice générale de VNF ou toute autre personne habilitée, lorsque le titulaire n'a pas déféré à sa mise en demeure dans un délai de quinze (15) jours, dans les cas mentionnés au CCAG en dehors des hypothèses où la mise en demeure n'est pas nécessaire. Il n'est alors pas payé d'indemnité.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il

entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Strasbourg est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 27 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.2 du CCAP déroge à l'article 29 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.2 du CCAP déroge à l'article 30 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 13.1 du CCAP déroge aux articles 14.1.1 à 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 9 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services